

## ARRETE DU MAIRE

N° 26-04-117

Service : *Services Techniques*  
Affaire suivie par : GC / LP / OM

**Nomenclature :** 6 – Libertés publiques et Pouvoirs de Police – 6.1 Police Municipale  
**Objet :** Réglementation temporaire de la circulation et du stationnement des véhicules

pendant les travaux de renforcement du réseau de transport AEP Boulevard du Général de Gaulle (RD931), entre l'avenue Emile Fruchart et l'avenue Maignan ainsi que l'avenue d'Estienne d'Orves et l'avenue des Ormes à Draveil.

**Le Maire**

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Art R421-1 du Code de Justice Administrative : La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-2 du CJA : Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-3 du CJA : Toutefois, l'intéressé n'est forcé qu'après un délai de deux mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :

1° Dans le contentieux de l'excès de pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis des assemblées locales ou de tous autres organismes collégiaux ;

2° Dans le cas où la réclamation tend à obtenir l'exécution d'une décision de la juridiction administrative.

Art R421-4 du CJA : les dispositions des articles R421-1 à R421-3 ne dérogent pas aux textes qui ont introduit des délais spéciaux d'une autre durée.

Art R421-5 du CJA : Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision. La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Versailles. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

Notification le 10-04-26

Publication le 10-04-26

**Le Maire,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 ; L.2213-1 et L.2213-2 ;

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de la Route, notamment les articles R 411-25 à R 411-28 et R 417-9 à R 417-12 ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal ;

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant ;

VU l'avis de l'Unité Territoriale des Déplacements nord-est du Conseil Départemental de l'Essonne, gestionnaire de la RD931 ;

VU la demande de la ville en date du 10 avril 2026 ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules pendant les travaux de renforcement du réseau de transport AEP Boulevard du Général de Gaulle (RD931).

### ARRETE

#### ARTICLE 1 :

Dans le cadre des travaux de la Société AXEO pour le compte de SUEZ Boulevard du Général de Gaulle (RD931), entre la rue de Châtillon et l'avenue Léon Sorbier. Des modifications de circulation et de stationnement vont être mises en place, **du VENDREDI 10 AVRIL 2026 au LUNDI 31 AOUT 2026.**

#### ARTICLE 2 :

La circulation des véhicules avenue d'Estienne d'Orves, entre l'avenue des Ormes et le Boulevard du Général de Gaulle, se fera dans les deux sens de circulation et sera « sans issue » du côté du Boulevard du Général de Gaulle (RD931).

La circulation des véhicules sur l'avenue des Ormes, entre l'avenue d'Estienne d'Orves et l'avenue Maignan s'effectuera dans un seul sens de circulation, dans le sens avenue d'Estienne d'Orves vers le Rond-Point des Fêtes.

**ARTICLE 3 :**

Pendant la durée des travaux, le stationnement des véhicules sur le Boulevard du Général de Gaulle, se fera sur la chaussée voie de droite, entre l'avenue Emile Fruchart et l'avenue Maignan.

**ARTICLE 4 :**

La mise en place d'une signalisation temporaire de police, conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation sera assurée par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux qui sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de la signalisation en vigueur (un balisage à 50 mètres de part et d'autre pour ces travaux sera effectué par l'entreprise).

**ARTICLE 5**

- La circulation et la sécurité des piétons devront être assurées par l'entreprise de façon permanente, pendant la durée du chantier.
- Les accès aux riverains devront être maintenus, sauf cas particulier.

**ARTICLE 6:**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux articles R 411-26 et R 413-14 du Code de la Route.

**ARTICLE 7 :**

Un exemplaire du présent arrêté devra être affiché sur les lieux par l'entreprise 7 jours avant le début des travaux et retiré à leur issue.

**ARTICLE 8 :**

Le Commissaire de Police, la Directrice Générale des Services, le Responsable des Services Techniques de la Ville, le Chef de la Police Municipale et la société AXEO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié.

Fait à Draveil, le 10 AVR 2026



  
Sylvain PAQUET  
5<sup>ème</sup> Maire Adjoint Chargé des Travaux,  
de la Gestion du Patrimoine Bâti et Voirie